

**L'hon. M. Hees:** Pierre est prêt à quitter la ville.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît.

**L'hon. M. Stanfield:** Nous avons actuellement un chômage massif. Nous avons actuellement une inflation permanente de même qu'un chômage et un déficit massifs. Le ministre des Finances s'est mis lui-même et le pays au pied du mur. Il s'est conservé très peu de liberté de manœuvre et c'est dans cette position malheureuse que l'initiative américaine nous a surpris. Monsieur l'Orateur, s'il ne veut pas m'écouter le député pourra lire le hansard.

Arrivé à la mi-octobre, il est maintenant un peu tard pour s'attaquer au problème de cet hiver. Je profite de ce soir de la bonne humeur de la Chambre. Indéniablement, les députés ministériels n'ont pas estimé urgent, ces derniers mois, d'inviter les provinces à se réunir, pas plus qu'ils n'ont estimé urgent d'annoncer un programme de lutte contre le chômage massif, mais ils ont persisté dans l'illusion que tout allait pour le mieux et en s'améliorant.

Le gouvernement a été incapable de se rendre compte que le budget était défectueux et ses prévisions fausses. Son attitude a été qu'il lui est simplement impossible de se tromper dans ses prévisions. Le mois dernier, il s'est défendu avec l'argument sur les jeunes. A nous qui ne faisons pas partie du gouvernement, cet argument nous a paru si incroyable que très franchement j'ai déclaré qu'il était malhonnête. Il est cependant possible que le premier ministre (M. Trudeau) ne pouvait imaginer un instant que lui-même, son ministre des Finances et ses collègues pouvaient avoir commis une telle erreur de jugement en matière de prévision que celle qui figure non seulement dans le budget de juin mais que laissent voir l'attitude et l'entêtement dont ils ont fait preuve depuis lors.

Il est grand temps que le gouvernement agisse. Le Parlement et les Canadiens ont attendu pendant des mois. La situation empirait constamment, mais le gouvernement n'agissait pas—il se contentait de parler. Il nous a donné l'assurance que les choses n'allaient pas si mal. Ce soir, le ministre prétend que les choses vont bien, mais, monsieur l'Orateur, nous sommes mieux informés que cela.

Le gouvernement a qualifié d'autres députés de l'opposition et moi-même de prophètes de malheur. On a dit de moi que j'étais le plus pessimiste de tous, car je décrivais au gouvernement et aux Canadiens la situation telle qu'elle est. J'ai averti le gouvernement qu'il devait agir avec promptitude et décision. J'ai dit qu'il devait diminuer les impôts et créer des emplois par des moyens directs, mais il n'a rien fait. Si on m'appelle pour cela le plus pessimiste de tous, étant donné d'où cela vient et l'activité du ministre des Finances ce soir, c'est un compliment.

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. M. Hees:** C'était le seul moyen de les faire agir.

**L'hon. M. Stanfield:** Le moins que l'on puisse dire du gouvernement actuel, c'est qu'il fut la victime de sa vaine et aveugle complaisance. Mais les Canadiens et l'économie canadienne en ont malheureusement subi les conséquences. Le gouvernement a certainement souffert—nous en avons la preuve ce soir, monsieur l'Orateur. Mais là n'est pas la question. Ce sont les Canadiens qui en souffrent et de plus en plus.

Du point de vue financier, nous sommes témoins d'un changement considérable, car on a prétendu des mois durant que rien ne s'imposait, on est resté des mois à ne

[L'hon. M. Ricard.]

rien faire. C'est un montant considérable de frais que nous présente enfin le ministre des Finances. Un peu plus d'un milliard de dollars. J'aimerais demander au premier ministre pourquoi le gouvernement a attendu si longtemps. Pourquoi le ministre des Finances et le premier ministre ont-ils attendu la mi-octobre pour présenter leurs programmes? Il y en aura un bon nombre qui devront être des programmes-choc, maintenant, cela va de soi.

**M. Guay (Saint-Boniface):** Qu'y a-t-il de mal à cela?

**L'hon. M. Stanfield:** Qu'y a-t-il de mal à cela? Si le député l'ignore, je doute de pouvoir le lui expliquer, monsieur l'Orateur.

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. M. Ricard:** Vous n'y comprendriez rien de toute façon.

• (8.40 p.m.)

**L'hon. M. Hees:** On aurait dû annoncer ces réductions il y a des mois.

**L'hon. M. Ricard:** Les partisans du gouvernement ne sont pas assez intelligents pour comprendre ces choses-là.

**M. Nielsen:** Il faut leur faire un croquis.

**M. Woolliams:** Il est clair qu'ils se sont trompés.

**L'hon. M. Stanfield:** Tout le monde s'en rend compte. Il est clair que des programmes du genre de ceux que le ministre vient d'annoncer, les 50 millions de dollars pour les initiatives régionales, les 20 millions pour la formation et les 160 millions pour les prêts aux municipalités...

**Le très hon. M. Trudeau:** Qu'est-ce qu'une centaine de millions?

**L'hon. M. Stanfield:** C'est beaucoup.

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. M. Stanfield:** C'est beaucoup, n'en déplaise au premier ministre. Il importe que ces 160 millions de dollars ou plus soient employés le plus avantageusement possible, peu importe ce qu'en pense le premier ministre. Quelle raison peut-on invoquer pour excuser le gouvernement de présenter maintenant un programme accéléré alors qu'il aurait pu en proposer un plus tôt et qu'il aurait été possible de faire des projets convenables pour l'hiver prochain?

**L'hon. M. Hees:** Et quand nous l'avons proposé.

**L'hon. M. Stanfield:** Y a-t-il un député d'en face qui ose prétendre que ces programmes peuvent être aussi facilement élaborés maintenant que lorsque nous-mêmes et tout le monde au pays sauf le gouvernement nous rendions compte qu'ils étaient nécessaires?

**Des voix:** Bravo.

**Une voix:** Pourquoi ne parlez-vous pas des travaux d'hiver?

**L'hon. M. Stanfield:** Mon honorable ami mentionne les travaux d'hiver. Le gouvernement a dénigré les programmes de travaux d'hiver; pourtant c'est bien cela—un programme de travaux d'hiver.

**L'hon. M. Hees:** Ils nous ont tournés en ridicule.

**L'hon. M. Stanfield:** Non seulement nous ont-ils tournés en ridicule; ils ont attendu très tard dans l'année avant de présenter effectivement un tel programme.